

le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20°)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois... 11 »	Six mois... 15 »
Trois mois. 5 50	Trois mois. 7 50

Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

L'EXPULSION DE BERNERI ET L'INFAMIE POLICIÈRE

Le récent coup de force

Nous publions cette biographie de Berneri non pas seulement à l'intention des anarchistes ; nous espérons que des hommes en prendront connaissance qui — malgré qu'ils ne partagent pas nos idées — s'élèveront avec nous pour flétrir la canaillerie policière et faire rapporter la récente mesure qui frappe Berneri et met en péril ce droit d'asile dont notre pays s'est si souvent enorgueilli.

Nous éviterons de parler nous-mêmes du proscrit. Il est anarchiste, nous sommes anarchistes, on pourrait donc croire que l'esprit de parti a guidé notre plume. Nous donnerons la parole à d'autres qui ne sont point de notre milieu, et ainsi l'impartialité de cette biographie apparaîtra à ceux même les plus prévenus contre Berneri.

Au début de cette étude, nous rappelons que Berneri, expulsé de France depuis deux années, était venu à Paris muni d'un sauf-conduit afin de faire opposition à un jugement prononcé par défaut et le condamnant à six mois d'emprisonnement. Il avait été laissé en liberté provisoire par le Parquet de la Seine et son procès devant avoir lieu le 15 octobre il était en droit d'attendre ici, en France, le jour de sa comparution devant le Tribunal correctionnel ; mais la police parisienne, qui ne sait rien refuser à l'ambassadeur d'Italie, expulsa brutalement notre camarade. C'est contre ce coup de force-là qu'aujourd'hui nous protestons ; et ce sont contre de pareilles mœurs policières que nous demandons aux personnes de toutes opinions de protester à leur tour.

Berneri en Italie

Qu'est donc Berneri ?

Camille Berneri est âgé de trente-trois ans. A dix-sept ans, il se jeta dans la lutte sociale en adhérant à la Fédération socialiste de Reggio Emilia. C'est sous l'influence de Prampolini, un leader du Parti socialiste, qui vient de mourir, que Berneri se débarrassa des préjugés qui envahissaient le milieu petit-bourgeois dans lequel il vivait avec ses parents — sa mère était professeur à l'Ecole Normale et son père était géomètre. Il était le seul étudiant socialiste de Reggio Emilia et il se distinguait par son activité de propagandiste. On le voyait vendre les journaux à la sortie des ouvriers des usines, on le trouvait à parler à ceux qui devaient partir au service militaire. Il aida à la fondation de plusieurs unions socialistes parmi les paysans, et il fut un des actifs collaborateurs des hebdomadaires et quotidiens socialistes.

A dix-neuf ans il passa à l'anarchisme. L'*Avanguardia*, organe de la jeunesse socialiste, regretta son départ avec des paroles de louange.

Il se mit aussitôt en relations avec les militants libertaires tels que Luigi Fabbri, Molinari, Bertoni.

A la déclaration de guerre, Berneri était encore étudiant. Il combattit les nationalistes et les interventionnistes républicains et syndicalistes qui propageaient en faveur de la guerre. On appelle sa classe, il se résigna à partir, mais il s'occupe plus de faire de la propagande dans les casernes que de son service ; il participe à des réunions en uniforme ; il continue à écrire dans les journaux anarchistes et à fréquenter les camarades non mobilisés. De sa propagande parmi les militaires il en reste comme preuve l'adhésion aux idées anarchistes d'un de ses officiers et de nombreux soldats. Poussé à devenir lui-même officier en raison de ses études, il s'y refuse et il part sur le front prêt à se faire tuer plutôt que de tuer.

En 1919 — avant d'être démobilisé — il est déporté dans l'île de Pianosa pour sa participation à des grèves.

Durant toutes ces vicissitudes il poursuit tant bien que mal ses études.

Puis vint 1920 et l'occupation des usines. Berneri est de plus en plus actif, il collabore à *Umanita Nova* et à presque tous les hebdomadaires anarchistes d'Italie et d'Amérique. Il rédige à Florence un journal : *Il Grido della Nivolta*, qui eut une existence orageuse

en raison de son attitude bataillesque contre le fascisme.

Quand le fascisme fut maître de Florence Berneri était toujours présent lorsqu'il fallait tenter quelque chose pour essayer de sauver la situation. Ainsi il s'attira la haine des fascistes.

Il devint professeur de philosophie en novembre 1922 et tout de suite il entra dans l'enseignement. Il continue à écrire dans la presse anarchiste cependant que ces articles sont acceptés dans des revues telles que *Consciensa*, *Critica Politica*, *Rivoluzione Liberale* de Pierre Gobetti. Celui-ci était un de ses amis, jeune comme lui, mort en France en 1926. Berneri enseignait dans plusieurs villes. Il fut déplacé souvent, persécuté toujours et il dut quitter l'enseignement plutôt que de saluer à la fascisme et de prêter serment au régime mussolinien.

Enfin Berneri subit en Italie fasciste tout ce que subirent les antifascistes convaincus ; jusqu'au jour où, ne pouvant plus tenir, toute propagande lui étant d'ailleurs devenue impossible, il fut contraint de s'expatrier clandestinement.

Berneri en exil

A la fin de 1926 Berneri se trouve en France avec sa femme, ses deux fillettes (huit et six ans à l'époque) et sa mère. Il croit pouvoir rétablir son foyer détruit par le fascisme. Il travaille comme manœuvre, comme peintre, puis enfin fait des traductions et des recherches littéraires et historiques dans les bibliothèques. Ainsi ce n'est point tout à fait la misère dans sa maison.

Mais survint (en 1928) le meurtre de l'espion fasciste Saverelli par Pavan. Pavan revendiqua l'entière responsabilité de son acte ; ce qui n'empêcha point la presse italienne et la presse nationaliste française de mêler Berneri à cette affaire. Celui-ci est absent de Paris à ce moment-là, mais malgré le danger qu'il court il vient se mettre à la disposition de la justice parisienne. Son innocence est trop flagrante pour l'accuser, aussi on ne l'entend qu'à titre de témoin.

Cependant les journaux fascistes n'ayant pu compromettre Berneri dans le meurtre de Saverelli, il faut quand même perdre celui-ci, le faire expulser de France tout au moins. Le consul italien à Marseille, Bazduzzi, est chargé, à cet effet, d'une sale besogne.

Voici comment la *Liberta*, organe de la concentration antifasciste de Paris, conta la chose :

« Rina Belloni a été arrêtée à 7 h. 10 alors qu'elle se rendait à son travail. Elle a été portée en automobile à la maison du fascio de Marseille, qui se trouve dans le local même du consulat ; interrogée par le consul si elle connaissait Berneri, menacée à différentes reprises, accusée d'avoir donné l'hospitalité à Berneri, on a essayé, par la violence, de lui faire signer une déclaration de laquelle il aurait résulté que Berneri aurait été son hôte et qu'il aurait déposé chez elle une caisse de bombes. Le consul, devant le refus de Rina Belloni, lui donna une gifle, la menaçant en outre de l'envoyer en Italie devant le tribunal de guerre et de la faire fusiller comme complice de l'attentat de Milan. Avant les menaces le consul avait promis 10.000 francs à Rina Belloni. »

Enfin, l'expulsion de Berneri était consommée le 11 décembre 1928 « pour des faits qui n'ont pas été très sérieusement établis », déclarait un communiqué de la Ligue des Droits de l'Homme.

Voilà donc Berneri en Belgique. Il y rencontre Menapace qu'il connaissait depuis 1927 et avec lequel il s'était lié depuis, après l'avoir vu chez des antifascistes très estimés.

Mais Menapace était un mouchard fasciste.

Le 20 décembre 1929 il faisait arrêter Berneri à Bruxelles et le 31 décembre il dénonçait Cianca, ancien directeur du quotidien libéral de Rome *Il Mondo*, Tiarchiani, ancien rédacteur en chef du quotidien de Milan *Il Corriere della*

Sera et Sardelli, ancien député italien — tous trois antifascistes — comme complices de Berneri dans des actes terroristes comme : le complot contre la famille royale de Belgique et contre Rocco, ministre italien.

Berneri est condamné à Bruxelles pour faux passeport et port d'arme prohibée à cinq mois d'emprisonnement. Calomnié par les fascistes et par certains antifascistes, il ne pense pas à se tirer d'affaires, il prend toutes ses responsabilités afin que les trois prisonniers de Paris, Cianca, Tiarchiani et Sardelli, soient libérés le plus tôt possible. Berneri a fini sa peine et est mis en liberté au mois de mai. Mais quelle liberté !

Expulsé de la Belgique, il est dirigé sur la Hollande. Après avoir été repoussé une première fois il parvient à passer la frontière. Deux jours après il est arrêté à Rosendaal et amené par la police à la gare où il doit monter dans



Camille BERNERI

un train direct pour Anvers. Malgré la preuve qu'il est entré en Belgique en dehors de sa volonté, Berneri est arrêté à Anvers et condamné à un mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion. Sa peine expirée il est conduit à la frontière du Luxembourg ; il passe vingt jours à Belvaux où il compte sur l'obtention d'un permis de séjour. Déjà il songe à faire venir auprès de lui toute sa petite famille pour goûter auprès d'elle un repos moral bien gagné, quand les gendarmes l'arrêtent et l'obligent à quitter le pays par la frontière française. Berneri dit qu'il est expulsé de France, il proteste, il résiste. On lui met les menottes, on lui crache dessus, on le frappe et les gendarmes luxembourgeois le laissent sur le territoire français ; il est aussitôt cueilli par les pandores de chez nous. Pour infraction à un arrêté d'expulsion il est traduit devant le Tribunal de Briey qui, tout de même, n'ose le condamner.

Comme il a été, quelque temps auparavant, condamné par contumace à six mois d'emprisonnement dans l'affaire Cianca, un sauf-conduit lui est accordé pour venir à Paris faire opposition à ce jugement et se défendre.

On sait le reste. Berneri se trouve en ce moment en Allemagne où il n'est pas autorisé à demeurer. Il a obtenu seulement un

EN DEUXIÈME PAGE :
LA LEÇON D'UNE GREVE
LES INCERTITUDES
DE LA SCIENCE ECONOMIQUE
(Suite et Fin)
par J. GOUJON

EN TROISIÈME PAGE :
IL Y A TROIS ANS
LA SEMAINE PROCHAINE :
PROTECTIONNISME
par G. BASTIEN
CANDHI ET L'ANGLETERRE
par BERNARD ANDRÉ.

permis de séjour jusqu'au 1^{er} septembre.

Nous n'avons pas voulu broder d'abord sur cette vie du militant en Italie et ensuite sur l'existence du proscrit à la recherche d'une terre moins inhospitalière. Mais à vous qui nous lisez il sera loisible, sans grands frais d'imagination, de penser à ce que fut le calvaire de cet homme, ces dernières années au moins.

Lui ne se plaint guère ; sa famille souffre en silence. Est-ce une raison pour abandonner Berneri et les siens à cette existence de bête traquée ? Non ! Mais avant de dire ce que nous attendons de vous, hommes indépendants, permettez-nous de mettre sous vos yeux ces quelques lettres prises parmi d'autres.

BERNERI A SES ENFANTS

Mars 1930.

Ce que vous me dites me fait du bien et j'espère de pouvoir avoir la joie de vivre quelque temps pour vous, dans votre paix, je ne dis pas dans la mienne parce que je suis né avec un cœur qui m'empêchera toujours d'être content de moi-même et de la vie. Mais votre paix sera un feu auquel je réchaufferai mon âme.

Lorsque je pense aux changements d'école, de vie auxquels vous oblige cette existence, je voudrais rester seul et vous laisser tranquilles. Mais comment vivre loin de vous ?

Je voudrais vous écrire longuement, mais je laisse à votre cœur d'entendre tout ce que le mien voudrait vous dire. Je garde vos lettres et, à présent que je suis privé du confort d'une correspondance fréquente, j'aime les relire.

Mars 1930.

Vous vous préparez à lutter dans la vie qui est une montagne de très grande hauteur !... Songez que votre père est loin parce que beaucoup d'hommes aiment à rester tranquilles ; il arrive de la sorte qu'un grand nombre de pères restent séparés de leurs enfants.

Pourquoi les loups peuvent-ils tuer les agneaux ? Parce que les loups rôdent autour des pays quand il fait très froid, qu'il y a beaucoup de neige et alors que les pasteurs restent à se chauffer et à écouter le vent qui fait uh ! uh ! dans la cheminée et se disent : « Comme on es bien chez soi ».

A SA MERE

Mars 1930.

Sois assurée que cette vie a ses bénéfices. On ne peut prendre connaissance des bêtises et des méchancetés des politiciens, on n'a pas des raseurs puisque le silence est obligatoire, on peut réfléchir toute la journée sur le mal fait et reçu, on apprend à être patient et si j'étais seul et si je pouvais écrire et lire librement, je ne regretterais pas trop de vivre en prison.

Juillet 1930.

J'avais rêvé de me promener avec toi en échangeant projets et impressions, mais est arrivé le coup de vent qui arrive chaque fois que je crois avoir trouvé un petit coin dans lequel ne déranger personne. On voit que le monde n'est pas assez large. Et je commence à penser sérieusement à l'Amérique comme à une espèce de tombe de famille. Mais avant il me reste à faire l'expérience de l'Allemagne.

A SA FEMME

Berneri, emprisonné à Bruxelles, vient d'apprendre la trahison de Menapace, il en est bouleversé. Et aussi il a un chagrin immense à la pensée qu'on peut douter de sa loyauté.

Janvier 1930.

Je suis tranquille parce que je suis sûr à présent que je sauverai mon honneur. Bien que ma conduite prolongera ma détention, elle sera digne de nous. Et cela me soulage beaucoup. Lorsque la conscience est tranquille il y a toujours un peu de soleil derrière les nuages. Pense à cela, pense à mon calme intérieur. Peut-être que tu as besoin d'en être sûr. Je voudrais l'avoir ici pour te faire regarder dans mon âme et je suis certain que ton cœur en serait calmé comme d'un ciel de printemps la tristesse d'un malade. Proudhon a dit que la douleur est la source de la vérité et je vois aujourd'hui combien c'est vrai. C'est une nouvelle vie, une nouvelle personnalité que je vois développer en moi : c'est la nouvelle naissance, une jeunesse de poésie et une maturité d'expérience, de pitié pour les hommes et de dégoût pour l'homme, c'est-à-dire d'amour pour la douleur universelle, mais de doutes formidables sur la perfection. Mon expérience particulière me fait douter de toute ma vie et de toutes mes connaissances de la vie. C'est la tragédie,

qui m'a fait pleurer ces deux nuits, qui s'est renouvelée.

Janvier 1930.

De ta lettre je comprends tout ; aussi, ce que tu ne me dis pas. Je suis sûr que tu es avec moi de tout ton cœur. Cela est presque tout. A ma sortie je pourrai voir la gravité réelle de ce qui vient d'arriver. Il y a un seul point qui m'intéresse profondément : l'estime de mes amis.

Je suis chagriné pour vous plus que pour moi. Je suis sûr que mon nom ne sortira pas mal de cette affaire, puisque j'ai assez conscience de mes devoirs.

Quelques appréciations sur Berneri, ses idées, son caractère et sa droiture

Quelques amis personnels de Berneri, quelques Italiens antifascistes bien connus, ont tenu, en la circonstance, à apporter au proscrit l'hommage de leur considération et de leur amitié.

DE L'INGENIEUR R. CARRE

— Vous avoir revu quelques heures durant, après tant d'épreuves, m'a paru un bienfait.

J'ai pu avoir la joie rare de constater, une fois de plus, que vous êtes bien de ceux dont l'âme est tellement réalisée, qu'elle ne cesse jamais de vivre sur le même haut plan, quelles que soient les vicissitudes misérables.

Cela, sûrement, a été de tout temps étonnant de voir en chair et en os, spontané, réel, un homme qui souffre sans haïr et qui pourtant combat ; qui essaie de comprendre et qui comprend, sans parti pris, ce que se semblent commettre l'erreur morale de vouloir lui infliger ; qui n'a pas la pitié méprisante où il peut se glisser quelque orgueil, mais qui voit tout naturellement par delà les pauvres déformations des hommes sans haut horizon.

C'est, sinon cet étonnement, du moins la belle émotion qui l'accompagne en tel cas que je viens de vivre par vous. Je n'ai plus que vous en remercier.

Lorsque, après quelques considérations pratiques qu'il fallait bien accorder aux délégués où vous jette l'intrigue criminelle, je vous ai vu vous haïr, les yeux brillant de la belle fièvre de l'esprit, vers un échange trop court de nos concepts scientifiques favoris, je vous ai rendu grâce en moi-même d'être encore une fois tel en un tel moment !

Il ne servirait de rien, hélas ! de vous dissimuler que je vous vois une destinée qui ne cessera pas bientôt d'être pénible et bouleversée. Mais je sais qu'il y a en vous quelque chose qu'aucune oppression ne peut diminuer et qui est le meilleur bien des hommes de votre trempe. Et je sais aussi que lorsque l'Italie fêtera sa liberté, elle n'aura pas trop de vos pareils pour y faire revivre les belles flammes spirituelles nécessaires.

Pour l'heure présente je me réjouis surtout, devant l'inconnu qui vous attend demain, de vous voir tranquille, souriant et bon.

DE CIANCA

Je suis heureux que cette publication m'offre l'occasion de renouveler la déclaration que je fis à mon procès ; déclaration par laquelle j'indiquai de la manière la plus nette ma pleine confiance dans la loyauté de Berneri.

Ainsi, j'obéis encore une fois à mon devoir et à mon sentiment envers un combattant antifasciste qui, depuis dix ans, s'est consacré tout entier à une cause de liberté et qui, après avoir été frappé par les persécutions légales et illégales de la dictature, a été la victime de la plus lâche et de la plus ignominieuse des provocations.

Aujourd'hui, Berneri, chassé de sa patrie, cherché, de pays en pays, un lieu d'asile. Il paye de cette façon d'avoir choisi les périls et les souffrances de la lutte au lieu d'une tranquillité conquise au prix d'une désertion.

DE PIETRO MONTASINI

J'ai appris que tu as réussi enfin à trouver un asile provisoire ; je te souhaite d'y rester tranquille, sans de nouveaux ennemis, au moins jusqu'au procès, qui ne pourra être qu'une nouvelle et haute manifestation d'antifascisme, de laquelle sortira d'un côté la ténébreuse abjection du fascisme et de ses agents, de l'autre, ton insoupçonné loyauté de militant, contre laquelle en vain, toute la troupe des fascistes, des espions et des faux antifascistes dresse des embûches. Tandis que l'aventure, dont tu as été le protagoniste et la victime dans le même temps, va se clore avec une éclatante et définitive démonstration de ton honnêteté et de ta pureté, tous les amis qui n'ont pas douté un instant de toi — pas même lorsque les amateurs de contre-espionnage, les chercheurs de scandales et les constructeurs

de romans policiers, inconsciemment associés aux adversaires déclarés, avaient présenté les hypothèses les plus calomnieuses et les plus absurdes — sont encore aujourd'hui avec toi, avec leur solidarité et avec leurs souhaits.

Cela, j'ai voulu te le dire aujourd'hui, pendant que tu attends le procès que nos adversaires préféreraient sans doute éviter. Notre ancienne amitié qui remonte aux années de notre très première jeunesse, pouvait, peut-être, me dispenser de te renouveler à présent ma solidarité, mais dans certains moments de faciles silences et de répandues lâchetés, on aurait pu l'interpréter d'une mauvaise façon.

J'espère que bientôt tu réussiras à obtenir l'autorisation pour revenir en France, au moins pour songer à ta défense qui est, après tout, la défense de l'antifascisme contre les mille pièges de l'espionnage et de la diffamation.

DE L'INGENIEUR ROSSETTI

Dans la grande lutte de tous genres que font les Italiens en Italie et à l'étranger contre le fascisme, lutte que nous sentons désormais être entrée dans la phase définitive, Camille Berneri est tombé dans le guet-apens que depuis plusieurs années et sous des formes diverses, a été préparé pour lui par un espion fasciste qu'on ne nomme pas ici, pour ne pas mettre sur le même plan, l'espion et le combattant.

Mais, avec un courage qu'éveille en moi une admiration sincère, le combattant a terré un instant, se relève et cherche la lutte.

Je sais moi-même, par amères expériences personnelles, combien de sueur et de sang coûte l'effort de se reprendre après un échec, même si cet effort peut se faire dans un milieu où on est libre de tout tourment sauf notre tourment intérieur.

Je me demande donc de quelle source inépuisable de générosité et de philosophie peut puiser ses forces renouvelées, ce jeune combattant qui est en train de surmonter une crise intime ; lui qui, sans jamais se plaindre, sans une parole de révolte, pris dans les griffes — parfois brutales et qui font toujours souffrir — de différentes polices politiques européennes est renvoyé, comme par jeu, de l'une à l'autre et d'un bout à l'autre du Continent.

Voilà pourquoi je désire faire preuve à Berneri de ma solidarité de combattant et d'honnête homme.

DU PROFESSEUR SALVEMINI

J'ai connu Camille Berneri en 1919, lorsqu'il vint faire ses études à la Faculté des lettres à Florence, où j'étais professeur d'histoire moderne. Comme c'était la première fois que j'avais un anarchiste parmi mes élèves, je m'intéressais à lui d'une façon particulière. Il devint un de ces élèves qui venaient souvent passer leurs soirées avec moi, en causant de leurs études, de leur avenir, des questions du jour, de tout ce que pouvait nous intéresser. Après avoir achevé ses études à Florence, il continua à entretenir avec moi des rapports affectueux. Sa femme devint l'amie de ma femme. Lorsqu'il dut s'expatrier, comme tant d'autres, comme moi-même, il vint me trouver à Paris. Lui et Mme Berneri ont beaucoup travaillé pour moi en faisant des recherches très fatigantes — et hélas très modestement récompensées — dans les collections du Musée de la Guerre et d'autres bibliothèques à Paris.

Je connais la vie bien difficile de sa petite famille. Je suis absolument convaincu que Berneri n'a jamais été et ne sera jamais un espion. Je ne prétends pas qu'il n'ait pas commis et qu'il ne commettra pas de sottises — heureux l'homme qui se croit assuré contre ce danger. Je prétends que Berneri n'est pas capable de commettre une malpropreté. Je ne me porte pas garant de sa sagesse, je me porte garant de sa loyauté.

M^r Robert Lazurick l'avocat de Camille Berneri nous écrit :

Je vous remercie pour Berneri de l'initiative que vous avez prise en sa faveur sous les auspices de votre Comité.

Il était en effet nécessaire qu'un groupement, qui mène le juste combat pour la protection des étrangers, des exilés et des proscrits, s'associe aux démarches faites pour obtenir le retrait de la décision qui a chassé Berneri de France.

Mais, laissez-moi vous dire que le cas Berneri, en dehors même de la personnalité de l'intéressé, dépasse le cadre, immense sans doute, mais hélas, trop mal défini encore du droit d'asile !

Il pose la question de savoir si la police, dont on ne compte plus les errements, peut, au mépris de la Loi, s'immiscer, arbitrairement, dans les affaires de la justice.

Défendre Berneri, c'est défendre un étranger qui se trouve régulièrement sur le territoire français (puisque le Parquet de Briey lui avait accordé un sauf-conduit), convoqué par la justice française, qui comparait devant elle en liberté, et que le Tribunal, chargé de connaître de son affaire et après examen de la situation de l'inculpé, qu'il sait expulsé de France, décide de faire bénéficier de la liberté provisoire jusqu'à l'issue de son procès.

Défendre Berneri, c'est protester contre une mesure de police qui porte atteinte à la liberté individuelle, à la liberté d'arrêt accordée par la justice à un prévenu qui, jusqu'à son jugement, se trouve sous la seule tutelle du Tribunal devant lequel il est attiré et qui doit le juger.

Défendre Berneri, c'est interdire à la police de refouler hors de France un inculpé que la justice a décidé de conserver à sa disposition en liberté.

Défendre Berneri enfin, c'est s'opposer à ce que la police puisse, comme ce fut le cas dans l'affaire Berneri, donner des ordres à la justice, et à ce que celle-ci obéisse à ses injonctions.

Or les événements nous ont démontré que cette défense impérieuse réclamait tous nos soins puisque la justice s'est inclinée devant la police, puisque le ministère de l'Intérieur n'a pas craint d'aller jusqu'à l'illégalité.

La solidarité dont vous faites preuve en cette occasion m'encourage à persévérer

dans l'attitude que je me suis fixée au premier jour de l'affaire Berneri : *tout tenter pour sauver la cause de la liberté individuelle menacée.*

Gens de cœur accourez au secours de Berneri

De même que nous aurions pu nous étendre sur l'activité politique de Berneri en Italie et sur ses pérégrinations douloureuses d'une frontière à l'autre, nous pourrions produire d'autres lettres qui toutes attestent que notre ami est un être d'exception qui s'impose toujours à l'estime de ceux qu'il approche. Nous aurions pu remplir ce journal s'il nous avait fallu publier tout ce qui nous est parvenu de divers horizons politiques, concernant Berneri et écrit à sa louange.

Mais l'affaire est jugée, n'est-ce pas, amis lecteurs ? Et que vous soyez ou non anarchistes votre opinion est assurément faite sur le cas Berneri et sur l'infamie de ceux qui s'acharnent à sa perte et le font souffrir.

Car Berneri souffre, n'en doutez pas. Si vaillant qu'il soit il n'est pas sans éprouver des moments de découragement. « Dans certaines heures tout me paraît inutile et je sens l'ennui de vivre. Je t'en demande pardon, ainsi qu'aux petites et à ma mère », écrit-il de Berlin à sa compagne.

Et l'existence de sa mère, de ses enfants, de sa femme, croyez-vous qu'elle soit rose ? Pauvre madame Berneri ! si brave pour faire vivre le plus digne de ses deux enfants, et si dévouée à son compagnon en exil !

Mais est-ce que cette vie désolante de toute une famille n'aura pas une fin ? Serons-nous assez pleutres pour laisser cette planteur sociale qu'est la police internationale s'acharner plus longtemps sur un des meilleurs défenseurs de la liberté, et martyriser par contre-coup tous les siens ?

D'ailleurs, où la police veut-elle acculer Berneri ?

Et nous, attendrons-nous qu'il soit trop tard, que l'irréparable soit accompli pour nous émouvoir vraiment ?

Deux hommes ont été lâchement et légalement assassinés voilà trois années en faveur desquels ce pays-ci s'est dressé d'un bel élan. Mais le capitalisme yankee était loin de nous et nous n'avons pu lui faire peur.

Oh ! le cas n'est pas le même. Si triste que soit son sort, Berneri n'a pas souffert le martyre que les deux électrocutés de Boston endurèrent. Mais l'émotivité des gens de cœur d'ailleurs a-t-elle besoin de la victime soit à l'agonie pour se manifester ouvertement et surtout utilement ?

Oui, utilement cette fois. Car les bourgeois sont en France et point nécessaire il ne serait d'enfler nos protestations pour que M. Chiappe lâche sa proie. A condition que les protestations ne soient pas faites par les seuls anarchistes ; à condition que les organisations de gauche, la presse de gauche se joignent sérieusement à nous.

— Mais que réclamez-vous exactement ? (nous ont demandé des défenseurs éventuels de Berneri). Dites-le nous afin que nous agissions de concert.

— Nous demanderons sûrement un jour que la mesure d'expulsion prise sans l'ombre d'une raison soit rapportée.

Aujourd'hui nous demandons que le sauf-conduit qui a été accordé à Berneri pour se présenter devant les tribunaux de la Seine et s'y défendre ne soit pas annulé tant que ces tribunaux ne l'auront pas jugé définitivement.

Et pour la police française, qui avoue à tout venant qu'elle ne veut pas en France d'un pareil agitateur, nous déclarons que Berneri sait très bien — après les péripéties par lesquelles il est passé — qu'il faut être un Carol quelconque pour que ladite police ferme les yeux ; qu'en conséquence, habitant la France, il ne fera rien qui suscite à notre pays des ennuis diplomatiques.

Le Comité du droit d'asile.

COMITÉ DE L'ENTRAIDE

La propagande sociale révolutionnaire compte malheureusement toujours des victimes et qui sont parmi les meilleurs militants, pour ces emprisonnés, la solidarité est un strict devoir.

Chaque organisation ouvrière, chaque groupe d'étude ou d'action doit adhérer au Comité d'entraide. Chaque militant doit y verser ce qu'il peut.

Adresser les fonds à Charbonneau L., chèque postal 653-87, Paris, 22, rue des Roses, XVIII^e, ou les remettre au bureau du S. U. B.

Pour la propagande

Dans le but de permettre la diffusion de notre journal

« LE LIBERTAIRE »

nous avons décidé d'expédier à tous les camarades qui en feront la demande, des paquets d'inventus au prix de, port compris :

5 francs les 50 exemplaires.
10 francs les 100 exemplaires.

Nul doute que chaque camarade se fera un devoir de distribuer autour de lui, dans les réunions, dans les chantiers, etc., nos inventus.

Il contribuera à faire connaître notre journal, à répandre nos idées, à amplifier notre propagande.

Chaque groupe, chaque camarade doit faire un effort pour « Le Libéraire ».

La leçon d'une grève

Notre éditorial sur les grèves du Nord n'était pas sorti des presses que, déjà, nous regrettions ne pas avoir un journal quotidien. En effet, contraints par les besoins de la mise en pages à traiter de l'actualité avec un peu d'avance, nos appréciations venaient presque comme des cheveux sur la soupe.

Nous encourageons les grévistes à la lutte... juste au moment où ceux-ci, abusés par les politiciens, se livraient pieds et poings liés à la merci du patronat.

Le jour même où le *Libéraire* était mis en vente, nous lisions dans les journaux que la fripouille ministérielle qu'on nomme Pierre Laval avait réussi — une fois de plus — à rouler la classe ouvrière.

Dire l'émoi qui nous étreignait à la pensée que tant de privations et de sacrifices avaient été accomplis en vain ; exprimer toute la colère qui nous saisit en songeant que les politiciens avaient une nouvelle fois fait avorter un mouvement populaire ; décrire l'indignation qui fut notre en pensant que pas un, parmi les délégués ouvriers, n'avait élevé sa véhémence protestation contre l'assassinat de la grève — ce serait pour nous, maintenant, chose impossible. En lisant les communiqués publiés par les quotidiens, nous serrons les poings de rage.

Quoi ! des pauvres bougres se sont privés, ont dû lutter (même contre les récriminations de la ménagère devant l'absence de paye), ont su résister un mois durant à toutes les pressions morales et matérielles, financières et policières — et tout cela pour aboutir au pitoyable résultat que vient de consacrer la reprise du travail ?

Ah ! ils peuvent se réjouir tous ceux qui ne voient, dans le mouvement ouvrier, que la possibilité d'assouvir et leurs rancunes politiques ou personnelles, et leur soit d'arrivisme. Ils peuvent être fiers de leur œuvre, les socialistes et les communistes. Ils sont arrivés, par leurs écumantes manœuvres, à faire aboutir un mouvement spontané de la classe ouvrière en un compromis honteux.

Tout ce que faisaient les confédérés était jugé par les « unitaires » comme nuisible au prolétariat. Tout ce qui était prôné par les « unitaires » était considéré comme démagogique par les confédérés.

Résultat : un lamentable fiasco. Car il ne faut pas se le dissimuler : les grévistes du Nord sont rentrés à l'usine sans être plus avancés qu'ils ne l'étaient au moment où se déclencha le conflit.

Que voulaient-ils ? — Que fût prise en considération l'augmentation du coût de la vie ; que des majorations de salaires vinssent aider la classe ouvrière à supporter le surcroît de charge qu'allait apporter sa cotisation aux Assurances sociales.

Ils refusaient la prime de fidélité, comme étant trop spécifiquement esclavagiste.

Ils ont fait grève un mois durant. Qu'ont-ils obtenu ?

RIEN !

En effet, comment est rédigé l'accord intervenu grâce à la « médiation » de Pierre Laval ? Voici le texte du communiqué ministériel :

Le ministre du Travail a reçu successivement à la Préfecture du Nord les délégués des syndicats ouvriers et patronaux du Textile de Lille et de sa banlieue qui lui ont confirmé leur accord sur la proposition qui leur avait été faite. Cette proposition consiste, ainsi qu'il a déjà été indiqué en ce qu'il serait procédé à un NOUVEAU EXAMEN DE LA QUESTION DES SALAIRES au cas où la hausse du coût de la vie s'affirmerait et DANS LA MESURE OÙ, A CETTE EPOQUE, L'ETAT DE L'INDUSTRIE TEXTILE LE PERMETTRAIT, sur simple invitation du ministre du Travail.

Ainsi, vous avez bien lu, le patronat ne dit pas du tout qu'il augmentera les salaires, mais simplement qu'il procédera à un « nouvel examen » de la question et encore, sous cette condition que l'état de l'industrie le permette.

Ce qui veut dire, en bon français, que si l'expert désigné par le ministre indique que le coût de la vie a augmenté, le patronat envisagera la possibilité d'une majoration des salaires.

« Si nous admettons les conclusions de l'expert, disent les patrons, il ne s'ensuivra pas que nous pratiquerons cette majoration, car celle-ci est toujours subordonnée à la situation de notre industrie. »

Le *Populaire* et le *Peuple*, ainsi que tous les organes de cette tendance, ont beau présenter l'issue du mouvement comme une victoire de la classe ouvrière, nous persistons à affirmer qu'en fait c'est une déroute complète, que les ouvriers ont repris leur travail Gros-Jean comme devant.

Supposons, en effet, que d'ici deux mois l'expertise confiée à M. Gervois aboutisse à cette conclusion presque inévitable que le standard de vie a augmenté. Le ministre, selon sa promesse,

fera donc appel aux patrons. Que feront ceux-ci ?

Sans être doué du don de double vue, on peut presque parier qu'ils déclareront que si ils reconnaissent l'augmentation du coût de la vie, ils ne peuvent accorder le juste ajustement des salaires par suite de « l'état de marasme » de leur industrie.

Que restera-t-il à faire, en cette occurrence, aux ouvriers ? A recommencer la grève ?

On voit la responsabilité qu'ont encourue les délégués qui ont accepté l'arbitrage du ministre.

Il est vrai qu'il leur restera toujours la ressource de dénoncer le manque de parole des patrons.

La leçon que l'on peut tirer de cette grève qui se termine si lamentablement, c'est que tant que le mouvement syndical de ce pays sera pour ainsi dire le champ clos où se disputent les divers partis politiques à étiquette prolétarienne, tant que les organisations ouvrières serviront aux diverses écoles politiques de terrain de recrutement, tant que le syndicalisme n'aura pas retrouvé l'indépendance qu'il avait fièrement revendiquée à Amiens en 1906, tant que les ouvriers n'auront pas pris la résolution d'exclure de leurs syndicats la hideuse politique, les mouvements revendicatifs seront voués inéluctablement à pareil échec.

Le spectacle donné dans la région du Nord (comme il le fut auparavant dans d'autres régions en de semblables circonstances) par des militants responsables d'organisations qui, dans les assemblées de grève, étaient surtout préoccupés de démolir les organisations de la centrale adverse, un tel spectacle fait plus pour la carence d'un mouvement de grève que l'intransigeance patronale.

Si les patrons sentaient en face d'eux une classe ouvrière unie dans la bataille, s'ils avaient une seule C.G.T. puissante, on assisterait peut-être plus souvent à des victoires ouvrières. Tandis que, on peut bien le dire, depuis quelques années on peut collectionner le nombre des défaites enregistrées par les exploités : mineurs, métallurgistes, ouvriers du Textile, etc.

Il est temps que la classe ouvrière « fasse le point ». Encore quelques mouvements aboutissant à des échecs, et ce sera la démolition complète des travailleurs.

Il faut œuvrer de toutes nos forces à reconstruire l'unité syndicale. A quelque centrale que nous appartenions, il faut tenter tout ce qui sera possible pour que les barrières de haine, d'injures et de mépris qui divisent les ouvriers soient renversées.

La grève du Nord nous l'indique : c'est notre division qui fait notre faiblesse.

Travailler pour l'unité syndicale, c'est travailler pour notre bien-être, c'est combattre la puissance accrue du capitalisme — c'est hâter l'émancipation de la classe ouvrière. Il serait temps que tous les exploités le comprennent !

Les incertitudes de la science économique

III. — CAPITAL, PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, REVENUS, RENTE

(Suite et fin)

En Occident surtout, car il en fut tout autrement dans l'empire byzantin, le Haut Moyen âge correspond à une très grande restriction des relations commerciales. La fortune alors a pour base la possession de la terre, l'exploitation du travailleur rural et de celui dont le métier pourvoit aux besoins locaux ; elle s'exerce directement de maître à serf, comme à l'époque patriarcale. Mais, dès avant le XI^e siècle, en des régions privilégiées, villes puissantes situées sur de grandes voies de communication, celles des Pays-Bas notamment, « il faut distinguer, à côté des artisans-entrepreneurs qui travaillent pour le marché local, un autre groupe industriel de nature fort différente. Les centres les plus anciens de la vie urbaine ont été créés par des marchands. Or ces marchands nous apparaissent, dès l'origine, comme étendant leurs affaires bien au-delà du marché local. Ce sont des négociants en gros, amenant dans la ville, pour les exporter au dehors, des produits naturels ou des produits fabriqués. L'industrie urbaine a nécessairement fourni de très bonne heure, le principal aliment de leur commerce. Non point, il est vrai, cette petite industrie qui se rencontre dans chaque ville... mais l'industrie spécialisée, et par cela même susceptible d'une extension croissante. » Ce sont ces marchands qui leur distribuent (aux batteurs de cuivre et aux drapiers), le métal ou la laine qu'ils mettent en œuvre, c'est à eux que la matière première revient sous forme de chaudrons ou d'étoffes, et c'est eux enfin qui vendent à la halle ou transportent à l'étranger ces produits d'un

travail qu'ils se sont bornés à diriger. Entre le négociant et le fabricant existe donc ici une séparation très nette... le capital et le travail sont dissociés. » (Pirenne).

Même prépondérance du capitalisme commercial en Italie, à Florence, par exemple. Les *Arts Majeurs*, en dehors des professions libérales et financières, comprennent surtout le gros commerce ; c'est dans leurs rangs que se recrutent longtemps ceux qui exercent le pouvoir politique.

« Tous les métiers ci-dessus sont, ou de grosses industries ou commerces en gros, ou des commerces ou des industries de luxe : tous métiers qui exigent une mise de fonds considérable et comportent de gros bénéfices ; ou chez les chefs de maison, le sens financier et les qualités administratives sont plus nécessaires que l'habileté technique ; tous les métiers enfin qui, pour des raisons diverses, entraînent à de lointains trafics et à des opérations d'argent à longue échéance. Ce sont vraiment tous les capitalistes de la cité, groupés suivant le genre de leur activité, suivant leur importance financière. » (Luchaire). En Italie, de même qu'aux Pays-Bas, le capitalisme commercial ne tarde pas à se développer en capitalisme financier qui vient d'alimenter d'ailleurs des fonds d'une autre origine ainsi que nous le montrerons. On remarquera aussi que les textes que nous venons de citer confondent commerce et industrie. La confusion est absolument justifiée à l'origine. « Le commerce est si bien la source de l'activité industrielle qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles, le mot *commerce* désigne autant l'industrie que le commerce proprement dit. » Avant d'être génératrice de capitaux, avant de naître même, la grosse industrie telle que nous la voyons de nos jours devait disposer des ressources accumulées grâce au négoce. On verra que sa puissance d'exploitation redoutable au siècle dernier, s'épuise aujourd'hui et passe en d'autres mains plus avides encore et plus irresponsables.

Au XVI^e siècle, les découvertes géographiques ont élargi commercialement la planète. De nouvelles populations vont devenir matière exploitable sans merci. « Le commerce colonial, à des débuts, consiste surtout, comme le dit W. Sombart, dans l'expropriation des populations primitives, incapables de se défendre. C'est surtout grâce à de véritables actes de piraterie que les commerçants des pays européens réalisent d'énormes profits, qui, parfois, dépassent 200 ou 300 pour cent. Une autre pratique non moins lucrative, ce fut le travail forcé que, dans leurs colonies, les peuples européens exigèrent des indigènes. » (H. Sée). C'est très justement que W. Sombart a pu dire : « Nous sommes devenus riches parce que des races entières, des peuples entiers sont morts pour nous ; c'est pour nous que des continents ont été dépeuplés. » Telle est, il faut en convenir, l'une des sources — fort impures — du capitalisme.

Au XVIII^e siècle encore : « C'est surtout dans le commerce extérieur que se manifestent les progrès du capitalisme, car ce commerce s'est notablement développé au XVII^e siècle, bien que, dans une certaine mesure, il ait été entravé par le système mercantile, antérieur à Colbert, mais que le grand ministre devait singulièrement accentuer. » (H. Sée).

Les Etats, en effet, essaient de se réserver les avantages financiers tirés des transactions coloniales et internationales ; attirer le numéraire et l'empêcher de sortir des frontières en réglementant le commerce extérieur, en tâchant vainement de s'en réserver le monopole. L'Angleterre, mieux avisée, redonne bientôt la liberté au commerce ; les capitaux affluent, la grosse industrie s'y développe spontanément. En France, en raison des entraves légales, l'industrie doit recevoir son impulsion des pouvoirs politiques. La classe ouvrière n'a pas moins à souffrir du régime de protection que du régime de libre échange.

Nous voyons donc que le capitalisme commercial, qui a pris naissance dès la plus haute antiquité est le point de départ des autres formes du capitalisme, exception faite du capitalisme d'Etat qui cependant, dans une large mesure, reste dans sa dépendance. De nos jours encore le commerce extérieur, colonial surtout, est un des principaux agents de la concentration des capitaux. On prétend parfois que « le machinisme et la division du travail ont historiquement, précédé la formation du capital. Cela n'est pas. C'est plutôt le contraire. » (Hauser).

Nous pouvons ajouter que, contrairement à la thèse que soutient Marx au chapitre XIII de son célèbre ouvrage, la croissance du capitalisme n'a pas exigé « que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre. » Libre politiquement, s'entend ; car le travailleur libre politique et économiquement a-t-il jamais existé ? Le trafiquant antique exportait le plus souvent le produit d'un travail servile. Les acheteurs qui se laissaient séduire par ses offres, chefs de tribus, potentats barbares, fournissaient en échange des produits obtenus par contrainte. En réalité la liberté politique n'a été concédée aux producteurs qu'au jour où la classe dominante a pu leur opposer, en domptant les agents naturels, des rivaux assez puissants pour constituer une barrière infranchissable à leur émancipation économique. C'est là la caractéristique du capitalisme au XIX^e siècle. Son dernier expédient consiste à démembrer la classe ouvrière et à s'assurer la complicité d'une catégorie favorisée, associée à la dilapidation des richesses naturelles et à l'exploitation de la catégorie déshéritée. Réussira-t-il dans sa tentative ?

G. COUJON.

A tous les camarades

Pendant la période de réorganisation de notre service de librairie, la boutique sera ouverte toutes les après-midis, de 1 h. 30 à 7 heures (sauf le dimanche).

Pour le « Libéraire », une permanence aura lieu le lundi et mardi matin, de 9 heures à 12 heures.

Le téléphone ne fonctionne que pendant les heures d'ouverture.

Il y a trois ans

LA VOIX DE PROVINCE



Nous ne professons pas le culte des morts, mais l'exemple donné par Sacco et Vanzetti est de ceux qu'il convient de rappeler.

A l'occasion de l'anniversaire de leur assassinat, nos amis de Suisse ont publié le manifeste suivant, auquel, nous le pensons, tous les anarchistes de partout peuvent se rallier.

Il y a trois ans, deux travailleurs, deux innocents frappés d'un arrêt de mort, symbolisèrent pour le monde entier, qui se souleva en leur nom, l'immense conflit imposé par la tragique situation découlant de la guerre mondiale et de la domination capitaliste près d'atteindre son apogée.

L'horrible iniquité faisant de Sacco et Vanzetti deux immortels martyrs, s'abat jour après jour sur des milliers de victimes anonymes, toutes sacrifiées à un monstrueux régime qui règne par la terreur sur les populations arriérées et condamne les masses travailleuses des pays industrialisés à un chômage toujours plus intense. L'utilisation croissante des forces naturelles, le perfectionnement du machinisme, la rationalisation, l'augmentation de richesses, au lieu de donner aux peuples l'aïssance pour tous, les plongent dans des crises économiques plus fréquentes et étendues, d'où un malaise universel pouvant amener de nouvelles guerres.

C'est contre la ploutocratie américaine, dic-

tant sa loi au monde et alliée de toutes les forces de réaction qui le ravagent, que presque instinctivement eut lieu le grand soulèvement. Mais elle ne pouvait céder, les deux condamnés se réclamant hautement de l'idée d'universelle libération, de l'anarchie, qui veut contre l'usurpation, le monopole, le privilège, la tyrannie de quelques-uns, le toit, le pain, l'éducation, la lumière pour tous.

Trois ans se sont écoulés depuis le fatal 23 août 1927 et la situation n'a fait que s'aggraver par la volonté surtout des assassins de Sacco et Vanzetti, de leurs complices ou rivaux de partout dans l'œuvre d'impérialisme et d'asservissement.

A la classe travailleuse, il ne reste qu'une voie de salut : réaliser le grand idéal de Sacco et Vanzetti, reprendre au profit de tous les richesses dont les producteurs ont été spoliés, rendre à toutes les populations la libre disposition d'elles-mêmes, briser les chaînes forgées par toutes les autorités, délivrer la personne humaine de tout joug de patrons, prêtres et gouvernants, établir la paix par la justice sociale entre toutes les nouvelles cités de libres et d'égaux.

Contre la domination politique, l'exploitation économique, l'adoration religieuse, l'enchaînement, la condamnation, l'assassinat de l'homme par l'homme, puisse enfin se lever, œuvre de toutes les forces et volontés d'émancipation, cette justice que nous appelons de son nom de guerre : la Révolution.

La liberté ouvrière en Russie

Nous donnons ci-dessous quelques passages d'un livre nouvellement paru : Deux Russes, écrit par un homme qui fut délégué du Parti communiste français, membre du Comité directeur, mieux même, c'était le directeur de la fameuse école leniniste de Bobigny.

L'auteur est resté quinze mois en Russie, il en est revenu désillusionné. Nous analyserons amplement son ouvrage la semaine prochaine, mais nous tenons à citer un épisode typique du régime stalinien, observé par un témoin qui se donna la peine d'apprendre le russe pour connaître la vérité. — N. D. L. R.

Presque tous les anciens combattants d'octobre 1917 qui ne sont pas devenus fonctionnaires et sont restés ouvriers, luttent aujourd'hui contre la « dictature du prolétariat ».

... sans les Trotskyistes qui ne sont qu'une infime poignée, leur mot d'ordre principal est : « Les soviets sans les communistes », formule qui jouit d'une grande popularité latente chez les ouvriers... Ils rêvent d'une société où chaque entreprise appartiendrait effectivement à son personnel, où tout Etat, toute bureaucratie auraient disparu, où les travailleurs assureraient directement la gestion économique et sociale. Ils croient qu'après octobre 1917, si le parti bolchevik n'avait pas accaparé la révolution à son profit, il eût été possible de réaliser assez rapidement ce merveilleux programme.

Aussi leurs efforts visent-ils à démolir le Parti et la dictature. Hantés par le souvenir des grandes grèves antibolcheviques de 1920, de l'insurrection de Cronstadt, de l'« oppression ouvrière » et des exploits de Makino, ils savent utiliser pour leurs fins les revendications ouvrières à propos des salaires, du travail aux pièces et de la rationalisation.

Il faut à ces partisans tenaces d'une « deuxième révolution contre les bureaucrates » une foi bien naïve et un courage immense pour continuer la lutte. Dès qu'ils sont découverts par les maîtres de l'usine ou le Guépéou, non seulement leur réserve-t-on cette condamnation à mort déguisée qu'est le chômage permanent en U. R. S. S. — quand ils évitent la déportation ou la prison — mais encore on les traite « d'agents de la bourgeoisie internationale et de gardes-blancs ».

J'étais à Moscou quand 300 d'entre eux furent arrêtés. En décembre 1928, des assemblées générales d'usine avaient été annoncées en vue de la « discussion » et de l'approbation des nouveaux contrats collectifs établis par les trusts soviétiques en accord avec la bureaucratie syndicale. Comme à l'ordinaire, il était prévu que ces assemblées devaient revêtir le caractère d'une simple formalité légale et se dérouler selon le scénario bien connu : rapport du secrétaire du syndicat, interventions de complaisance et enfin les fameuses questions-réponses du président de séance : « Qui est pour ? (tout le monde lève la main). Qui est contre ? Personne. Le contrat est adopté. »

Mais ce qui restait de l'opposition trotskyste troubla quelque peu cette belle ordonnance. Ses adhérents, abandonnant pour un instant la propagande des idées fantastiques de leur chef, se mirent à expliquer aux ouvriers — en mettant à profit, pour éviter la surveillance du Guépéou

et de l'administration, toute leur science de l'activité clandestine — que ces contrats collectifs leur était des plus défavorables et aggravait leur misère. Ils obtinrent immédiatement l'appui des anciens révolutionnaires de l'époque héroïque, qui allèrent jusqu'à participer à leurs réunions secrètes et à distribuer leurs tracts illégaux.

... L'agitation souterraine fut si bien menée que, malgré les habitudes acquises et le vote à main levée sous la surveillance des « hommes de confiance », dans un certain nombre d'assemblées d'entreprises, des contradicteurs se dressèrent, dénonçant les nouveaux contrats collectifs, furent applaudis et obtinrent même la majorité en quelques endroits, notamment dans un dépôt de tramways, et des minorités importantes ailleurs.

Il faut noter que, selon la loi soviétique et les statuts des syndicats, des faits de ce genre n'ont, en théorie, rien que de régulier. Ils devraient même s'insérer très normalement dans la vie quotidienne de la « dictature du prolétariat ».

Ce fut pourtant un joli scandale dans le Landerneau moscovite. Tandis qu'on s'indignait et s'alarmait dans les hautes sphères, la petite gent bureaucratique des cellules, des syndicats et des administrations techniques tremblait de peur à la pensée de ce que ses maîtres lui réserveraient pour son imprévoyance et son manque de sensibilité. Tous les journaux s'abstinrent de parler de ces événements sauf la Rabotchnaya Gazeta (Gazette Ouvrière), où quelques-uns des contradicteurs, violemment pris à partie comme « contre-révolutionnaires », étaient charitablement prévenus, en termes voilés, de ce qui les attendait.

Un peu plus tard, aux environs du 25 décembre, dans la nuit, des automobiles arrivèrent dans les quartiers ouvriers de Moscou. Les policiers qu'elles transportaient venaient arrêter ceux qu'on supposait être les meneurs de l'affaire. Trois cents d'entre eux furent emprisonnés ou déportés en Sibérie et dans le Sud pour trois ans. Un bref communiqué publié dans la presse, en janvier 1929 seulement, annonça, en termes laconiques, que des membres d'organisations illégales anti-soviétiques avaient été l'objet de jugements administratifs du Guépéou.

De nouvelles réunions d'entreprises eurent lieu. Elles condamnèrent dans d'énergiques résolutions les votes antérieurs, et les contrats collectifs furent adoptés cette fois-ci à l'unanimité ! La « démocratie » soviétique était passée par là !

Paul MARION.

Deux Russes (p. 75 à 79).

REPONSE A « MONDE »

« Au point de vue purement humain, dans cette lutte entre Marx et Bakounine, ce dernier apparaît incontestablement sous un jour plus favorable que son adversaire, même celui qui croit que Marx défendait dans cette querelle les intérêts du mouvement ouvrier, qui n'admettait aucune concession sentimentale, ne peut s'empêcher de regretter que Marx n'ait pas mené cette lutte avec d'autres moyens et dans d'autres formes. »

EDOUARD BERNSTEIN.

AGEN

Un argousin malmené

Il s'agit de M. Philippi, pour ne pas le nommer. Voici les faits : Au mois de mars, auprès de la gare, quelques jeunes gens s'amusaient. L'un d'entre eux, étudiant en médecine, se faisait remarquer par ses excentricités. Il faisait le beau, il faisait le fier, il faisait le nigaud... Brusquement il se retourne, se met au garde à vous et menace de casser la g... à la première personne qui se trouve auprès de lui : M. Philippi, agent de police spéciale.

Jugez un peu de la frousse de l'argousin ? Il faillit en tomber à la renverse et ne sachant pas exactement à qui il avait à faire, il déclina ses qualités. Le pauvre étudiant, un moment interloqué, suivit assez docilement le policier et même à un moment il s'excusa de sa plaisanterie... M. Philippi, agent de police, ne voulut rien savoir. Il eût tout. Arrivé au pont de la gare, notre étudiant eut honte de lui-même et il se dégagea prestement des mains du sale argousin. Celui-ci n'entendait pas lâcher sa proie ainsi. Il poursuivit le « délinquant » et fut assez heureux pour le rattraper. Ce fut tout ce qu'il put faire. Il reçut une bonne correction et ses cris de « Au secours ! » furent à peine entendus.

Quand le renfort arriva il était un peu tard. L'étudiant, le fier étudiant cette fois, fut condamné aux frais médicaux et pharmaceutiques. Ils dépassèrent 700 fr., plus 1.000 fr. de dommages et intérêts et 100 fr. d'amende.

Voilà qui prouve clair comme le jour, que les meilleures « plaisanteries » ne sont pas toujours tolérées par les hypocrites défenseurs de l'ordre dit social.

Quant au bouillant étudiant, qui n'était pas une « nouille », il peut dormir tranquille, car il est évident que son partenaire dans cette aventure ne s'en est pas tiré avec les honneurs. Loin de là ! Il en a pris pour son grade si l'on tient compte des hommages qui lui ont été conférés d'autre part.

Libertaire.

BREST

Le cinéma contre les peuples !

A propos d'un film

On a souvent dit et écrit, que le cinéma, cet art merveilleux, devrait servir puissamment à élever la mentalité des individus par une adaptation réellement éducative. Or, présentement, nous savons pertinemment que son but est tout autre. Sur la multitude de films qui passent à l'écran, serait-il téméraire d'affirmer que la grosse majorité affiche une tendance nettement réactionnaire, contribuant abominablement à jeter la perturbation dans l'esprit d'un public qui finit par admettre comme vérités établies, les mensonges les plus outranciers.

Sans risquer de tomber dans l'exagération, il est permis d'ajouter que le reste de la production des films, de par la mutilation appliquée par la censure, est vidé de son esprit critique partant éducatif. A l'appui de cette affirmation je pourrais citer comme exemples certaines des adaptations cinématographiques des œuvres de Zola, comme « Les Misérables », de Victor-Hugo, « Les Misérables », pour ne citer que celles-là. Dans cet art plus que dans tout autre, toute l'autorité des maîtres se traduit par un sabotage en règle de la vie, de la pensée, pour aboutir au résultat que nous connaissons : créer la plus complète indifférence dans l'opinion et la rendre, de ce fait, favorable au maintien de « l'ordre » établi.

Ces jours-ci, défilait sur l'écran d'une des salles de ciné brestoises, un film intitulé « Dicky Lascelles, lieutenant du roi », dont l'action se passe en Extrême-Orient, dans l'Indochine bouleversée. Les événements et les véritables causes de ce bouleversement sont effrontément déformés. Les Annamites sont présentés sous l'aspect le plus antipathique, plus bestial, animés d'une haine féroce contre les européens et soumis (naturellement ?) à l'influence des bolcheviks russes. Des scènes « pathétiques » à souhait tiennent en haleine les spectateurs, au moment où vont commencer pillage et massacre, lors de l'assaut donné par les indigènes (les bandits !) à un consul anglais, où se sont réfugiés femmes, enfants et « bons pères » des missions catholiques. Le éon est l'arrivée des marins anglais chargés frénétiquement à l'arme blanche la tourbe des assaillants. Les applaudissements qui crépitaient à ce moment dans la salle, donne la mesure de l'incompréhensible « naïveté » du public.

Ces pauvres gens semblent ignorer, ignorent même sans doute, toute l'infamie de la colonisation et des missions catholiques en son nom sur les populations indigènes. Les scandales récents avec les assassins « légaux » de Yen-Bay et d'ailleurs, sont pourtant suffisamment éloquents. Mais aussi quelle amertume de songer à l'indifférence présente de ceux qui, parmi le peuple, savent et ne réagissent plus contre un tel déploiement de mensonges.

R. Martin.

ORLEANS

Les communistes et la répression

Nous vous demandons la liberté parce que c'est dans votre programme. Nous vous la refusons parce que ce n'est pas dans le nôtre !

Louis Veuillot.

Mardi 19 août, le P. C., la C. G. T. U. et le S. R. I. organisèrent à la salle des fêtes d'Orléans, un meeting pour protester contre la répression dont sont victimes les membres de leur parti et de leurs syndicats, et plus particulièrement dans la région pour Croset, permanent de la Bourse unitaire, et Papillon, gérant du « Travailleur », lequel devait y prendre la parole.

Malgré l'attraction d'un vieux militant révolutionnaire de 73 ans, comme orateur, les masses prolétaires firent encore une fois défaut, et c'est devant 150 personnes que les orateurs prirent la parole.

Tournebutin, ouvrier agricole vient nous demander qu'il réunisse le prolétariat de la ville et celui des campagnes, pour mener la propagande en faveur de la dictature rouge en France.

Papillon arrive à la tribune et balafoutte quelques paroles écoutées avec indulgence par le public qui salue en lui un vieux militant et l'on ne peut que déplore que ce bon vieux, certainement sincère, serve de dupe aux politiciens communistes. Il devrait pourtant bien comprendre, lui l'ennemi des policiers de Chiappe, qu'il ne peut être le complice des flics rouges.

Girault, du P. C., anarchiste repent, genre Colomer, vient nous demander de lutter contre la répression bourgeoise qui frappe les militants révolutionnaires et nous fait l'apologie de la dictature soviétique.

Arnould, du S. R. I., dans un afflux de paroles auquel l'auditoire ne comprend pas grand-chose, essaie de nous promener à travers la Pologne, l'Espagne, la paradis rouge, etc., c'est à peu près tout ce que l'on parvient à saisir d'un discours fort décousu.

Mais quelqu'un troubla la fête... Notre camarade Louis Loréal demanda la parole

pour protester lui aussi contre la répression, et après avoir stigmatisé les gouvernants qui emprisonnent et exilent les militants d'avant-garde, il demanda aux communistes de protester aussi contre l'emprisonnement des camarades syndicalistes et anarchistes de Russie et insista particulièrement sur le cas de Francesco Ghezzi. Les communistes hurlèrent... Et Girault répond en nous faisant entrevoir les mitrailleuses et les fusils de l'armée rouge, sans oublier l'indulgence dont pourraient faire preuve à notre égard les policiers et les chats-fourrés de la dictature, s'ils ne faisaient que nous emprisonner et nous fusiller.

Loréal demanda à Girault s'il oserait venir soutenir ce programme dans une controverse. Girault répond qu'il n'a pas le temps, quoique cette controverse puisse être organisée quand celui-ci voudra, nous n'en sommes pas à quelques semaines près et s'il se dérobe c'est qu'il le voudra bien.

Ce brave Arnould, vraiment incorrigible, trouvant que Girault n'a pas dit assez de bêtises, essaie lui aussi de nous en débiter quelques-unes. Il est vraiment dommage que nous ne puissions rien comprendre à ses exposés, ce doit être fameux, d'ailleurs l'auditoire, probablement du même avis, se dirige vers la sortie. Il est minuit.

P.-S. — Contrairement au « Républicain Orléanais », nous comptons les curieux parmi les auditeurs.

Paul Martin.

MONTPELLIER

En accord avec le Comité de Défense Pons et Blanco, notre groupe organisait une réunion en faveur de nos deux camarades le mardi 19 août. Le camarade Michaux exposa l'affaire, tant au point de vue juridique que social. Il montra la nécessité d'élargir la propagande, d'intensifier l'agitation et cela à bref délai.

Baillaux lui succéda et fit un vigoureux appel à la solidarité prolétarienne en faveur des emprisonnés. Malgré les chaleurs, bonne soirée, auditoire attentif et nombreux. Continuations l'action.

Le groupe d'Etudes Sociales se réunit tous les vendredis bar du Rempart, à 20 h. 30. Que les copains prennent note. Vente de brochures, journaux. Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser au camarade Sarrazin, 6, rue Diderot.

SAINT-NAZAIRE

Contre la religion

L'Union des Propagandistes Antireligieux, récemment fondée pour mettre un terme aux velléités criminelles de l'Eglise, qui, de complicité avec les dirigeants soit-disant républicains (genre Branda, Tardieu), tend à un passé hominid de bûcherons pour rallumer encore les bûchers. L'inertie des libres-penseurs ou prétendus tels, permet cela. Vont-ils se réveiller ?

Une phalange de camarades énergiques et conscients du péril noir fonde ainsi l'U. P. A. et compte sur toutes les bonnes volontés pour le seconder dans sa lutte à outrance et sans merci contre toutes les religions et ceux qui en vivent.

De vastes tournées de conférences publiques et contradictoires vont être organisées dans toute la France pour éveiller les esprits, à partir d'octobre, et Saint-Nazaire aura plusieurs fois la visite de ces vaillants militants. Aussi est-il désirable de serrer les rangs, de les soutenir efficacement, donc d'organiser sérieusement ces conférences en vue de grands succès. Pas un homme libre, digne de ce nom, ne reculera devant ce combat légitime contre les plus terribles et odieux ennemis de l'humanité.

Je sollicite donc les camarades de Saint-Nazaire, assez courageux pour me donner la main loyalement, de lier relations désintéressées et aussi pour, en dehors de toutes conférences et politiques ne sachant que diviser, fonder, si possible, un Groupe d'Etudes et d'Action Sociales.

Elie Mottard,

27, rue Fernand-Gasnier.

SECLIN

Pour Pons et Blanco

Le samedi 23, le Comité de Défense sociale du Nord avait organisé un meeting en faveur de nos deux travailleurs incarcérés à la prison de Montpeller et menacés d'extradition. Dès l'ouverture, le secrétaire du Secours Rouge Chauvet, profitant de l'absence de la localité présente à la réunion, imposa un bureau qui fut constitué de trois de ses amis. Complaisants, nous acceptâmes et de suite Hoche Meurant, délégué du Comité fit l'exposé des faits qui motivent notre agitation. Après un historique des événements d'Espagne de 1890 à 1930, au moment où les travailleurs et paysans espagnols étaient partagés entre deux dictatures (1) s'appuyant également l'une et l'autre sur le clergé, l'armée et la finance, il retraça à grands traits les événements révolutionnaires des paysans de Xères, les garrotés Lamela, Zarzuela, Esquivel, Lebrijano en 1892, amenant par la suite la riposte de Pallas tirant sur le maréchal Martinez Campo le 24 septembre 1893 et garroté lui aussi le 6 octobre de la même année.

Pendant cette période héroïque de l'anarchie, en riposte aux tortures de Montjuich où nouveaux camarades furent suppliciés par le bourreau, à Barcelone en 1894 et d'autres encore torturés en 95 et 96, nous vîmes surgir cette belle figure que notre camarade Meurant tint à faire revivre devant l'assistance ouvrière, ce vengeur des martyrs de l'inquisition espagnole : Angiolillo.

Après avoir causé succinctement des quelques chapitres palpitants puisés dans le livre « Mi Vida », que notre ami Federico Urales vient de lancer récemment, notre ami causa du mouvement espagnol révolutionnaire de 1920 à 1923.

Lecture faite des déclarations de M. Casas Sala et Rustinol, de Barcelone, du témoignage de Madrid, ainsi que du témoignage de l'actes repris par nos camarades Pons et Blanco, même s'il était prouvé qu'ils soient coupables, se sont accomplis en une période d'insurrection et de guerre civile et que, si nous nous reportons à l'article 5 de la loi du 10 mars 1927, ne peuvent donner lieu à l'extradition. Documents et pièces du procès en défense devant la chambre des mises en accusation de Montpellier, ou documentation du Comité pro-presos de Catalogne, l'assemblée est convaincue de la légitimité de cette cause plus qu'à agiter l'opinion publique du Nord pour empêcher (en cet anniversaire de la mort de Sacco, Vanzetti), de laisser accomplir une nouvelle iniquité judiciaire.

Après cet exposé éducatif, documenté, clair, précis et convaincant, nous vîmes surgir le jeune Chauvet, délégué permanent et appointé à cet organisme de corruption le Secours Rouge venu spécialement pour, dit-il, démolir le Comité de Défense Social. Après des insinuations perfides, il

(1) Les carlistes et les royalistes d'Alphonse XII.

lança des provocations, des contre-vérités, des... mais c'est faire trop d'honneur à ce triste sire que de lui faire une réclame. Malgré cet intermède, les camarades se promirent de continuer la campagne et de faire l'impossible pour trouver des salles dans d'autres localités. Le Comité pro-presos régional d'Hérault, Tarn, Garonne et Gard font bien les choses et méritent d'être soutenus. Les camarades du Nord ne failliront pas à leur devoir de solidarité internationale et s'engagent à continuer la lutte pour la libération de Blanco et de Pons.

Pour les amis du Nord, Adolphe Bridoux.

TOULOUSE

Pour Pons et Blanco

Le groupe de Toulouse avait convié vendredi 22 avril, les travailleurs toulousains à un meeting de protestation pour nos deux malheureux camarades emprisonnés dans les geôles républicaines, et pour lesquels le gouvernement espagnol demande l'extradition voila déjà cinq longs mois.

A ce meeting participèrent les camarades Curvale, pour le Parti et les Jeunesses socialistes, et Forgues, pour l'Union des Syndicats Confédérés. Le camarade Curvale, dans son allocution, nous dit que nous trouverons, dans toutes les occasions, à nos côtés, les socialistes, pour protester contre toutes les injustices et pour faire respecter le droit d'asile pour nos camarades étrangers.

Puis le camarade Forgues nous relate en termes émouvants les luttes qu'a mené la C. G. T. avec les anarchistes, pour faire cesser dans l'importé quel pays une injustice et une atteinte portée à la liberté de pensée. Il nous dit aussi que nous avons le concours de l'Union des Syndicats Confédérés de Toulouse pour la campagne d'agitation en faveur de nos deux camarades Pons et Blanco.

Enfin le camarade Michaud, du Comité du Droit d'Asile, fait un résumé succinct de cette malheureuse affaire et invite tous les auditeurs présents dans la salle à faire connaître partout où ils se trouvent ce cas typique de la répression capitaliste.

En résumé, bonne réunion, qui servira la campagne d'agitation que nous menons pour la libération de nos deux camarades Pons et Blanco.

Allons ! camarades, hommes de cœur, faites autour de vous la propagande nécessaire pour nos deux camarades, et que devant votre virilité, votre énergie, le sinistre l'archaïque livre aux bourreaux espagnols Pons et Blanco.

N. M.

Dans l'Italie fasciste

DESERTEURS PAR FAIM

L'Ami du Peuple a annoncé que les gendarmes avaient amené à Nice trois déserteurs d'un régiment italien de chasseurs alpins, arrêtés près de la frontière.

Conduits à la Place de Nice, ils ont éveillé sur leur passage une très grande curiosité. C'était, en effet, un spectacle peu banal que celui de trois soldats italiens, sac au dos, l'arme à la bretelle, encadrés de gendarmes français.

Sur un grand boulevard, quelques Italiens, dissimulés dans la foule des badauds, voulaient reprocher leur acte de désertion aux soldats arrêtés. Ils s'attirèrent cette réponse nette :

« Là-bas on crève de faim ! »

Quatre jours après le même journal publiait cette dépêche de Rome :

« Les journaux signalent qu'au cours d'un échange de coups de feu entre des gardes-frontière et quatre individus qui tentaient d'émigrer clandestinement près de la frontière suisse, un garde-frontière a été tué et un autre grièvement blessé. Deux des émigrants clandestins ont été arrêtés. On suppose que les autres ont pu passer en Suisse. »

Malgré les risques de mort, l'émigration clandestine, fille de la faim et du désespoir, devient de plus en plus fréquente.

LE TEMOIGNAGE

D'UN OBSERVATEUR ANGLAIS

Une grande Revue anglaise, la « Contemporary Review », a publié, dans son numéro 772, un article très intéressant sur la situation morale de l'Italie, telle qu'elle se présente à l'esprit d'un Anglais revenu en Italie après une absence d'une dizaine d'années.

« Les seules personnes qui m'aient parlé de politique, ce sont les chefs fascistes que j'ai rencontrés. Toutes les autres m'ont déclaré ne pas s'intéresser à la vie politique de leur pays. »

L'article conclut : « Lorsque je suis sorti d'Italie, j'ai respiré de soulagement. Enfin je pouvais dire ce que je pensais : le dire sans regarder d'un air préoccupé à gauche et à droite. Mais, en même temps, une grande tristesse était en moi. Italie, Italie, si belle et si bien aimée, où maintenant il n'est pas possible de vivre, à moins de se résigner à une lâche hypocrisie de tous les jours, de tous les instants ! »

POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE

Souscription du 1er août au 15 août 1930.
Hespel, 4 fr. ; un Espagnol, L.-et-G., 20 fr. ; Thauray, 4 fr. ; Marchenon, 5 fr. ; Guillon, 5 fr. ; Synd. de l'Ameublement (Section du 11^e et 12^e), 10 fr. ; Marchenon, 5 fr. ; Leglay, 5 fr. 50 ; Michel, 4 fr. ; Robinet, 2 fr. ; Groupe du 19^e et 20^e, 20 fr. ; N. Faucier, 9 fr. ; Charles, 5 fr. ; Monclín, 16 fr. ; René et Marie, 2 fr. ; Duquellier, 3 fr. ; Nemo, 5 fr. ; Canero, 5 fr. ; fête de Chelles, 53 fr. ; Naudeau, 5 fr. ; Croudon, 5 fr. ; Capot, 1 fr. ; Gotois, 5 fr. ; B. C. N., 10 fr. ; Devry, 1 franc ; Jourdan, 5 fr. ; P. Henri, 8 fr. ; Lopez, 5 fr. ; Kocelcaré, 2 fr. ; X..., 2 fr. ; Le Maçon, 2 fr. 50 ; Groupe du 11^e et 12^e, 25 fr. ; Un camarade, 20 fr. ; Guillon, 5 fr. ; Granquillotte, 4 fr. ; LeGuern, 10 fr. ; Benet, 5 fr. ; Serru, 5 fr. ; Bonnamure, 8 fr. ; Mar. Septa, 150 fr. ; N'importe, 5 fr. ; Roux, 5 fr. ; Folgueras, 5 fr. ; Bournaud, 5 fr. ; Van Hecke, 4 fr. ; Derouet, 10 fr. ; François, 5 fr. ; LeSerge, 8 fr. ; Escalona, 9 fr. ; Mackno, 2 fr. 50 ; P. Evén, 5 fr. ; P. Faure, 5 fr. ; Chaves, 5 francs ; Serrano, 3 fr. 75. Au total, la somme de 532 fr. 25.

Groupe Anarchiste des 17^e et 18^e arrond.
Mardi 2 septembre, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel :

Causerie du camarade Fauquier sur : LA COLONISATION
Invitation cordiale est faite aux sympathisants.

DANS LES SYNDICATS

C. G. T. S. R.

Le livre « Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale », paraîtra le 1^{er} octobre prochain.

Le rythme des souscriptions s'étant considérablement accentué, et notre imprimeur, notre ami Carlo, nous consentant des conditions particulièrement favorables, nous avons décidé d'avancer de plusieurs mois la parution du livre de notre camarade Pierre Besard.

Nous avons donc la grande joie d'annoncer aux souscripteurs que l'ouvrage sera tiré dans le courant de septembre prochain. Tous ceux qui ont bien voulu nous aider et tous ceux qui le désirent encore recevront donc le volume dans la première quinzaine d'octobre.

Jusqu'au 15 septembre, les militants et les organisations peuvent continuer à souscrire la Grange-aux-Héris, Paris (X^e), 11 francs franco pour la France et 14 fr. 50 pour l'étranger. Adresser les fonds à E. Juher fils, 2 bis, impasse Marce, Paris (X^e). C. C. Postaux Paris 144-43.

Passé cette date, les prix nouveaux, majorés comme nous l'avons annoncé dans notre circulaire de lancement, seront les suivants : 15 francs à la Vieille Fédération du Bâtiment, 16 fr. franco pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Nous répétons que les volumes souscrits seront numérotés, porteront le nom du souscripteur et mention de l'aide apportée.

Il est de l'intérêt des camarades et des organisations qui désirent profiter des anciennes conditions de souscription au plus tôt. Que les uns et les autres se hâtent. La liste des souscripteurs sera close le 15 SEPTEMBRE. DERNIER DELAI.

La C. A. remercie tous ceux qui lui ont permis de mener à bien, en moins de trois mois, une tâche de cette importance. Elle leur réserve, pour bientôt, d'autres surprises agréables.

Encore une fois, merci à tous.

Pour la C. A. de la C.G.T.S.R.,

Le secrétaire général :

E. JUHER.

P.-S. — Prière aux camarades qui ont reçu le livre des souscriptions, d'en faire parvenir la liste et le montant au plus tôt.

En pleine équivoque

Nous avons signalé en son temps, l'histoire de tacheurs employés pour le compte de la Ville de Paris, à la construction d'une caserne de pompiers, à la Porte Champerret.

Il faut croire que la gabegie a libre cours dans l'administration puisque, contrairement aux règles, la loi de 8 heures est outrageusement violée.

Expliquons-nous. Il existe un service de travaux d'entretien des bâtiments de la Ville de Paris, qui comprend un peu toutes les catégories d'ouvriers de notre industrie. Parmi celles-ci et ceux-ci des peintres.

Pourquoi et comment se fait-il que ceux-ci fassent 10 heures de travail ? Qui a donné cet ordre ?

Il y a à l'Hôtel de Ville des conseillers qui crient bien fort qu'ils défendent les travailleurs, il faut croire que certains contrôles leur échappent ou que leur bonne foi a été singulièrement surprise, pour qu'un tel fait ne soit pas porté à leur mémoire.

Dans ces travaux, nous pouvons dire, sans crainte d'être démenti, que les fameuses 35 heures de dérogations ou de récupération, ne doivent pas jouer en cette occurrence. En effet, aucune perte de temps pour cause d'intempérie ne doit rentrer en ligne de compte et alors qui abuse-t-on ?

Il est cependant des gens curieux à l'Hôtel de Ville et pour étudier des questions sans importance et nous croyons qu'il nous suffira d'avoir attaché ce grelot, pour rafraîchir certaines mémoires.

En tous les cas, l'exemple doit venir de bien haut pour que l'infraction à la loi de 1919 soit aussi flagrante et que les inspecteurs du Travail n'aient pas été mis au courant de cette question.

Sans doute, les services à Pecqueur tout le travail et ceux de son copain l'inspecteur divisionnaire Martin, doivent être surchargés, pour laisser se passer de ces choses aussi singulières.

Evidemment, les « barbouilleurs » qui se livrent à ces entorses ne doivent pas être syndiqués, car ils travaillent au taux dérisoire de 6 fr. l'heure.

Comme nous sommes loin des 8 heures et des 9 francs. Ces faits répugnent d'autant

plus qu'ils se passent dans une administration que l'Europe nous envie paraît-il ? Pauvres que nous... Sans aucun autre commentaire.

Réunion de la Commission Exécutive mercredi prochain, 3 septembre à la Bourse du Travail. L'heure et la salle seront indiquées sur les convocations individuelles.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment

Dans le S. U. B.

Assemblée générale du S. U. B. — Camarades, un appel pressant vous est fait pour assister nombreux à l'Assemblée générale du S. U. B., qui aura lieu le 4 septembre, à 18 heures, salle Bondy.

D'importantes décisions étant à prendre en vue du C. C. N., les copains se feront un devoir d'assister en grand nombre à notre assemblée.

Commission du journal. — Si les camarades veulent avoir un journal qui paraisse régulièrement, il faut qu'ils donnent de la copie, surtout les secrétaires de sections, car le « Proletaire » est avant tout un journal corporatif.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion du Conseil, vendredi, 29 août, à 18 heures, au siège.

Assemblée générale. — Dimanche, 31 août, à 9 h. 30, salle Bondy.

Mise en garde. — On a volé la carte syndicale au camarade Leguine, numéro de carte 53. Prière de recevoir cet individu qui voudra s'en servir comme il le mérite.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'Encyclopédie Anarchiste. — Voici son 31^e fascicule avec la fin des études sur Masse (Delaunay, Voline), les mots Massacre (Lapierre), Materialisme (Han Ryner, Ixigree, Soubeyran, Armand), Materialisme historique (Voline), Matérialisme (Mélène), Mathématique (Barbedette), Maternité (D. Pelletier, Devaldes), Matière (Barbedette, Soubeyran), Matricule et Matérialisme (Barbedette), Médecin, Médecine, Médicade (D. Elous), et Pierrot, L. Rimbault), soit toute une série d'études originales et documentées. A signaler encore : Maturité, Maximalisme, Mécanisme, Mécène, Médiasme...

Les deux lignes de renvoi à l'Amour, Procréation, etc. qui se trouvent au bas de la bibliographie de Matière se rapportent en réalité à Maternité.

Une erreur à la mise en pages a fait situer Masse avant Massacre.

Nota. — Le prochain fascicule (à la composition) verra aborder d'autres sujets captivants, tels : Mémoire, Mensonge, Mentalité, Mère, Mesure, Métallurgie, Métamorphose, Métaphysique, Métropolitique, Métapsychologie, Métonymie, Méthode, etc.

Que les camarades marquent activement leurs sympathies à l'ouvrage en cours. Qu'ils l'aident et s'y abonnent. Tous renseignements auprès de S. Faure, 55, rue Pixérécourt, Paris (20^e).

Les Amis de l'E. A. (Province). — Versements effectués entre les mains de S. M. Say du 1^{er} janvier au 15 août : Dugne, 40 fr.; L. G. Bagnole, 10 fr.; Groupe arr. de Thiers, 5 fr.; G. Yvelot, 50 fr.; J. Estour, 50 fr.; M. Grivot, 10 fr.; Lacaze-Duthiers, 20 fr.; A. Barbedette, 20 fr.; S. S. S., 110 fr.; J. Méline, 70 fr.; M. Houël, 70 fr.; P. Estaque, 80 fr.; C. Alexandre, 20 fr.; Une sympathique, 50 fr. — Total : 785 francs.

POUR MAKHNO

AVIS TRES IMPORTANT

Les camarades sont avisés d'avoir, à l'avenir, à adresser leur obole directement à Makhno.

Voici l'adresse à laquelle doivent être adressés les fonds : N. Miknienko, 146, rue Diderot, Vincennes (Seine).

Viend de paraître

En Espagnol : Benito Mussolini
EL HOMBRE Y LA DIVINIDAD
Prix 2 francs

Le même en français :
L'HOMME ET LA DIVINITE
Prix 2 francs

Le droit à la subsistance

« Tout gouvernement, dit Condorcet, est une tyrannie. »

En effet, l'autorité civilisée est toujours despotique à l'abri des formes légales dont elle s'appuie. N'est-il pas évident qu'elle est toujours maîtresse de disposer de la fortune et de la vie des administrés ; nous ne l'avons que trop récemment éprouvé, et, demain, l'autorité pourrait, s'il lui plaisait, relever les échafauds. Nous ne différons des barbares dans notre tyrannie administrative, que parce qu'elle est mieux colorée et plus savante ; elle est moins dangereuse et plus lucrative pour les gouvernants qui, encore une fois, peuvent suivre demain les procédés des barbares, sans que rien puisse les en empêcher.

Dès que vous pouvez opprimer un ou plusieurs individus sans tenir compte de leur résistance personnelle, en faisant valoir le prétexte vrai ou faux de la masse, vos lois ne sont qu'une arme entre les mains du plus fort. L'individu sacrifié à la masse a le droit de la méconnaître, de leur résister puisqu'il ne profite pas de leur garantie. Un homme n'est-il pas autorisé à fuir vingt voleurs qui veulent le dévaliser ? Lui direz-vous qu'il doit se laisser dépouiller parce que le bien-être de vingt doit l'emporter sur le bien-être d'un ? C'est l'argument du clergé. Cet homme est dans la même situation à l'égard de la société entière quand elle le persécute, que vous à l'égard d'une troupe d'assassins. Le salut individuel est la première loi de la nature. L'homme n'est plus membre de votre état social dès qu'il en est victime ; il peut, il doit se soulever contre une société qui lui conteste la liberté de prendre sa subsistance, quand il est affamé, où il la trouve. Si vous le privez de ce droit, donnez-lui un équivalent, le minimum que j'ai indiqué, ou des terres et une subsistance provisoire, ou un état libre, décent et productif et autre que vos maisons de charité. Mais quand un homme manque de travail, quand il le demande et ne l'obtient point, que croyez-vous qu'il doive à l'état social ? La haine et la mort à tous ceux qu'il rencontre ; il peut voir qu'une ligue de spoliateurs dans tous ceux qui l'entourent. Il ne leur doit rien puisqu'ils n'ont rien fait pour le sauver de la faim qui le presse ; il rentre dans les droits de l'homme brut et isolé. Il a, comme tout animal, le droit de disputer sa subsistance où il la trouve.

Prétendez-vous ne rien devoir à l'homme ? Vous lui devez tout ce qu'il aurait possédé dans l'état brut, la jouissance libre des fruits de la terre où il est né, le droit de collecter sur sa terre natale, l'art de la chasse ou de la pêche que l'éducation sauvage lui avait donné. Vous ne pouvez lui contester ces droits qu'en lui assurant un meilleur sort dans l'industrie et en le préparant à l'exercer par l'éducation nationale. Si vous ne remplissez pas ces devoirs à l'égard de l'individu, il ne doit dans son dénuement, que la haine et la mort à tout membre de la société, et quand même, parmi cent mille voleurs, il ne s'en trouverait qu'un seul à qui le travail a manqué, quand même tous les autres auraient quitté le travail pour le larcin, ils sont justifiés du moment où l'état social a enfreint ses devoirs envers un seul membre, ils sont en droit de se méfier de cette société, de craindre qu'elle ne les prive demain du travail dont elle a privé l'un d'entre eux, de se révolter contre son injustice et son impéritie, de méconnaître ses lois insuffisantes ou oppressives et d'attaquer l'état social. Dès qu'un seul individu manque de travail et de ressource provisoire, la société commet sur sa personne un assassinat et tous les chefs de l'ordre en sont coupables et méritent (phrase rayée et inachevée).

La société a assassiné civilement l'individu à qui elle a refusé du travail. C'est assez pour que chaque individu soit libre, délié de tous devoirs, engagements envers elle et autorisé à l'attaquer et à la dissoudre. Ainsi, quand vous envoyez un brigand au supplice, ce n'est pas lui, mais ses juges qui ont mérité l'échafaud.

Charles FOURIER.

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Dans sa séance du 21 août, la C. A., après avoir pris connaissance du Bulletin édité par la « minorité » et de la réponse du secrétariat de cette minorité à la communication de la C. A. relative à la démission du groupe de Saint-Denis, décide, pour écarter d'encombrer les colonnes du Libéraire avec des questions qui ne peuvent que nuire à la propagande et d'intéressent que les membres de l'U. A., que le compte rendu de la C. A. sera adressé sous forme de circulaire à tous les groupes de l'U. A. chaque fois que cela sera nécessaire.

Les groupes recevront donc incessamment le compte rendu de la séance du 21 août.

SITUATION FINANCIERE DE L'U. A. C. R.

RECETTES

A. — Sommes versées par les groupes	
Argenteuil	30
Courson	24
Aimargues	140
Bezons	126
Bicêtre	24
Beaucourt	34
Fédération du Nord (Croix, Lille, Marquand-Barcel, Seclin)	78
Livry-Gargan	10
Montpellier	24
Montreuil-Fontenay	18
Orléans	100
Paris 11 ^e et 12 ^e	45
Paris 17 ^e et 18 ^e	60
Paris 10 ^e , 19 ^e et 20 ^e	72
Roubaix	18

B. — Adhésions individuelles

Tama	6
Proudhon	6
Guyard	20

C. — Souscription

Pactole	3
Jean Passerol	12
D. — Bénéfices meeting	1.400

2.250

DEPENSES

Correspondance et frais divers	67
Versé au « Libéraire » (participation aux bénéfices meetings)	700
Avance au « Libéraire »	700
Balance au 31 août 1930	783

2.250

A nouveau au 1^{er} septembre 1930...

Le trésorier : Pierre LENTENTE.

La Commission de Contrôle :

Pierre MUADES, PETELOT.

PARIS-BANLIEUE

Fédération Parisienne. — La prochaine réunion du C. J. aura lieu le samedi 6 septembre. Parmi les questions portées à l'ordre du jour de cette réunion, nous relevons :

1. Campagnes pour le droit d'asile ;
2. Etude d'une tournée de conférences ;
3. Représentation directe de la Fédération au sein de la C. A. de l'Union Anarchiste.

Devant l'importance de ces questions, nous prions tous les groupes adhérents de faire le nécessaire pour être représentés à cette réunion. — Le Bureau.

Groupe du 11^e et 12^e. — Réunion de tous les camarades le mercredi au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, à 20 h. 30.

Questions diverses.

Groupe des 14^e et 15^e. — Le groupe se réunira le vendredi 5 septembre. En plus des questions portées à l'ordre du jour, une causerie sur un sujet d'actualité y sera faite.

Invitation cordiale à tous les sympathisants.

Groupe du 10^e, 19^e et 20^e. — Réunion du groupe le vendredi 29 août, à 21 heures, 72, rue des Prairies.

Groupe anarchiste des 17^e et 18^e arrondissements. — Réunion mardi 2 septembre à 20 h. 30, 48, rue Duhamel. Causerie du camarade Faucier sur : « La colonisation ».

Invitation cordiale aux sympathisants. — Livres, brochures, journaux.

Groupe d'Argenteuil. — Réunion du groupe, vendredi 5 septembre, à la Maison du Peuple.

Groupe Régional de Bezons. — Le groupe de Bezons, dans sa réunion du 23 août, a pris la décision de cesser ses versements à la Fédération Parisienne, par rapport à l'attitude antianarchiste du bureau au sujet des assurances sociales.

Réunion du groupe le samedi 6 septembre, au café de l'Abbaye, Grande-Rue, à Carrières-sur-Seine.

Clichy, Asnières, Gennevilliers, Levallois. — Enfin un petit effort appréciable a été accompli par quelques camarades. C'est un bon résultat, mais aussi il ne faut pas s'arrêter dans un si bon chemin.

Les camarades qui n'auraient pas été encore touchés par nos appels sont priés d'assister à la prochaine réunion le vendredi 29 août, à 20 h. 30, 115, rue du Bois, à Clichy. Pour la salle, s'adresser au concierge.

PROVINCE

Brest. — Les libéraires, les lecteurs du « Libéraire » sont invités cordialement à la réunion du groupe qui aura lieu le vendredi 1^{er} septembre, à la Maison du Peuple.

Des questions très importantes intéressant la propagande générale seront discutées. Je compte sur tous. La besogne ne manquera pas.

Le secrétaire du groupe : A. LE LANN.

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles. Présence indispensable à la réunion de ce soir de tous les copains et sympathisants. Discussion sur « les anarchistes et la guerre ».

Groupe d'achats en commun. — Répartition des denrées tous les dimanches matin. Librairie. — Il est rappelé qu'une librairie volante se tient tous les dimanches, boulevard de Strasbourg, à l'angle de la rue Saint-Bernard.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs. Organisation de promenades estivales.

Nîmes. — Les camarades de Nîmes ou de passage en cette ville trouveront le « Libéraire » au kiosque Caserne, angle du boulevard Gambetta et boulevard Amiral-Courbet.

Communications Diverses

Beaucourt. — Tous les camarades membres du groupe, sont invités à assister à la réunion qui aura lieu dimanche, à 10 heures, salle habituelle.

Tirage de la tombola de la Maison du Peuple d'Argenteuil. — 327 — 336 — 386 — 506 — 605 — 803 — 804 — 1.112 — 1.156 — 1.164 — 1.352 — 1.392 — 1.410 — 1.523 — 1.536 — 1.666 — 1.676 — 1.688 — 1.693 — 1.700 — 1.735 — 1.803 — 1.853 — 1.888 — 1.905 — 2.140 — 2.2240 — 2.2282 — 2.2285 — 2.2284 — 2.284 — 2.511 — 2.555 — 2.569 — 2.596 — 2.808 — 2.810 — 2.845 — 2.918 — 3.261 — 3.281 — 3.367 — 3.386 — 3.400 — 3.439 — 3.460 — 3.465 — 3.522 — 3.537 — 3.564 — 3.677 — 3.700 — 4.143 — 4.197 — 4.294 — 4.378 — 4.381 — 4.438 — 4.585 — 4.591 — 4.605 — 4.721 — 4.751 — 4.785 — 4.798 — 4.895 — 4.949 — 5.317 — 5.321 — 5.354 — 5.363 — 5.383 — 5.440 — 5.444 — 5.450 — 5.466 — 5.580 — 5.627 — 5.637 — 5.693 — 5.812 — 5.827 — 5.836 — 5.860 — 5.867 — 5.963 — 6.326 — 6.358 — 6.361 — 6.435 — 6.467 — 6.481 — 6.559 — 6.569 — 6.623 — 6.697 — 6.760 — 6.771.

Reclamer les lots à la Maison du Peuple d'Argenteuil, tous les jours, jusqu'au 15 sept.

PETITE CORRESPONDANCE

Charles Mocerio est invité à donner son adresse à Lingieser, Maison du Peuple, 6, avenue Jean-Jaures, Argenteuil.

Mathieu. — Passe au « Lib », urgent.

Les Camarades : Albert, Edouard, Hérold, sont invités à passer à la « Librairie » pour régler leur compte.

A VENDRE

ELISEE RECLUS

Nouvelle Géographie Universelle, 19 volumes neufs, très belle reliure : 650 francs. S'adresser au « Libéraire ».

Le Gérant : Marcel MONTAGUT.

Travail exécuté par des ouvriers

unitaires et confédérés.

IMPRIMERIE CENTRALE DU CROISSANT

19, rue du Croissant, Paris (2^e)

LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES

72, Rue des Prairies - Paris (20^e Arrond)

Chèque postal : J. GIRARDIN-PARIS 1191-98

BROCHURES ANTIRELIGIEUSES

Guignebert. — Comment on fabrique des reliques, des saintes	1 50
Han Ryner. — Jeanne d'Arc future victime de l'Eglise	1 50
Cabaud. — Pourquoi j'ai quitté l'Eglise	1 50
Loriot. — Véritable histoire de l'Eglise	1 50
J. Jenger. — L'idolâtrie du Sacré-Cœur	1 50
J. Glaraz. — Voltaire et son œuvre	1 50
Loriot. — Les secrets des Jésuites	2
Ed. Daason. — Religion ? Morale ? Criminalité ?	1 50
Ab. Fua. — Les véritables origines de la papauté	1 50
Van Ypres. — La morale chez les Jésuites	1 25
Blatchford. — Les évangélistes n'ont presque rien inventé	2
B. Mussolini. — L'homme et la divinité (1908)	2
Delbende. — Les méfaits du Christianisme	1 50
F. Ferrer. — Sa vie, son œuvre, son procès	1 50
J. Malburet. — Le soleil fut-il créé après la lumière ?	1
H. Martin. — Le memento du Libre-penseur	1 50
Loriot. — Les marchands du temple — Peut-on vivre sans religion ? — Voyage à Lourdes	1
C. Manol. — Une société secrète catholique	1
L. Weinmann. — Sous le joug de l'Islam	1 50
Controverse. — Pour ou contre la confession	2
Les catholiques et la paix	1 50

Sylvain Maréchal. — Poésies contre Dieu	1
Aug. Blanqui. — Ni dieu, ni maître	1
V. Hugo. — Le Christ au Vatican	1
Sylvain Maréchal. — Dictionnaire des athées	1
Montclair. — L'au-delà (Enfer et Paradis)	1
Laurent Tailhade. — Les diacnales. Le train des hystériques	1
Brocher. — Absurdités et atrocités de la Bible	1 25
Paul-Louis Courier. — Le célibat des prêtres et la confession des femmes	1 50
Diderot. — Entretiens d'un philosophe avec la Maréchale de X...	1
Sébastien Faure. — Les crimes de Dieu	0 50
Les douze preuves de l'inexistence de Dieu	0 50
S. Faure. — Réponse aux paroles d'une croyante	0 50
L'imposture religieuse	12
Bourrier. — La vérité sur le supplice de Jeanne d'Arc	0 60
Lloyd. — La prière (son origine), son absurdité	1
Limouzin. — Les corruptions du christianisme	0 50
J. Most. — La peste religieuse	0 50
Bossi. — Jésus-Christ n'a jamais existé	0 50
Ritz. — L'origine de la vie	0 50
Chaughi. — Immoralité du mariage	0 50
Reclus. — L'anarchie et l'Eglise	0 50
A. Blanqui. — Science et foi	0 25
Prouvost. — L'Internationale noire	0 15
E. Zola. — L'hypocrisie religieuse	0 15
L. Tolstoï. — Tu ne tueras point.	0 10
Jean Marestan. — Le mariage, le divorce et l'union libre	0 50

Girault. — A bas les morts	0 50
Chapellier. — Pourquoi je ne crois plus en Dieu	1
P. Berthelot. — L'Evangile de l'heure	0 50
Loriot. — La mort des religions	0 75
X. X. X. Tartuffes (les derniers crimes de Dieu)	0 10
Libertad. — Le culte de la charogne	0 10
H. Chateau. — L'hypothèse « Dieu »	0 10
Corham. — Dieu et la guerre	0 15</